

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE N° DDTM50_SE_MBS_2025_CSPS

L'acheteur

Monsieur Le Préfet de la Manche

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur de la DDTM de la Manche
par délégation de Monsieur le Préfet de la Manche

Objet du marché

Marché de Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) du projet de
renaturation de la Sélune

Remise des offres

Date limite de réception : 19 juin 2025 à 12h00

Table des matières

1. Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune.....	3
1.1. Rappels historiques.....	3
1.2. Périmètre du projet.....	4
1.3. Enjeux généraux du projet.....	4
1.4. Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur.....	5
1.5. Maîtrise d'œuvre de la phase de renaturation.....	5
1.6. Autres intervenants.....	5
2. Situation actuelle.....	6
2.1. Le marché de maîtrise d'œuvre de renaturation de la Sélune.....	6
2.1.1. Les attendus relatifs à la phase de renaturation.....	6
2.1.2. La phase de diagnostic.....	6
2.1.3. La phase AVP.....	6
2.2. Le marché de comblement de l'évacuateur de crues.....	7
2.3 Limites avec les autres prestataires.....	9
2.3.1. Maître d'œuvre de la renaturation.....	9
2.3.2. Maîtrise d'ouvrage et CEREMA pour le comblement de l'évacuateur de crues.....	10
3. Définition de la mission.....	10
3.1. Objet du marché.....	11
3.2. Déroulement de la mission.....	12
3.3. Autorités – Moyens – Condition d'exécution.....	12
4. Mission du coordinateur sécurité et protection de la santé.....	13
4.1. Mission au cours des études et de la passation des marchés.....	13
4.2. Mission en phase de réalisation des travaux.....	14
5. Contenu des éléments de missions et dispositions.....	14
5.1. Décomposition de la mission en phase conception (PRO) et passation des marchés de travaux (ACT).....	14
5.1.1) Modalités détaillées : élaboration du PGCSS.....	14
5.1.2) Modalités détaillées : élaboration du registre RCSS.....	15
5.1.3) Modalités détaillées : élaboration du DIUO.....	15
5.1.4) Modalités détaillées : assistance lors de la phase de consultation des entreprises.....	16
5.2. Décomposition de la mission en phase travaux (EXE).....	16
5.3. Dispositions relatives à la mise en œuvre des missions du CSPS.....	18
5.3.1) Accès aux documents.....	18
5.3.2) Accès au chantier.....	18
5.3.2) Obligations du maître d'ouvrage et dispositions.....	18
6. Forme de remise des livrables.....	19
7. Réunions.....	19

1. Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune

1.1. Rappels historiques

En novembre 2009, l'État a décidé de ne pas reconduire la concession des barrages hydroélectriques de Vezins et de la Roche qui Boit (cf Figure 1), ouvrant ainsi la réflexion à la suppression des deux barrages de la Sélune, dont la présence est incompatible avec l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.

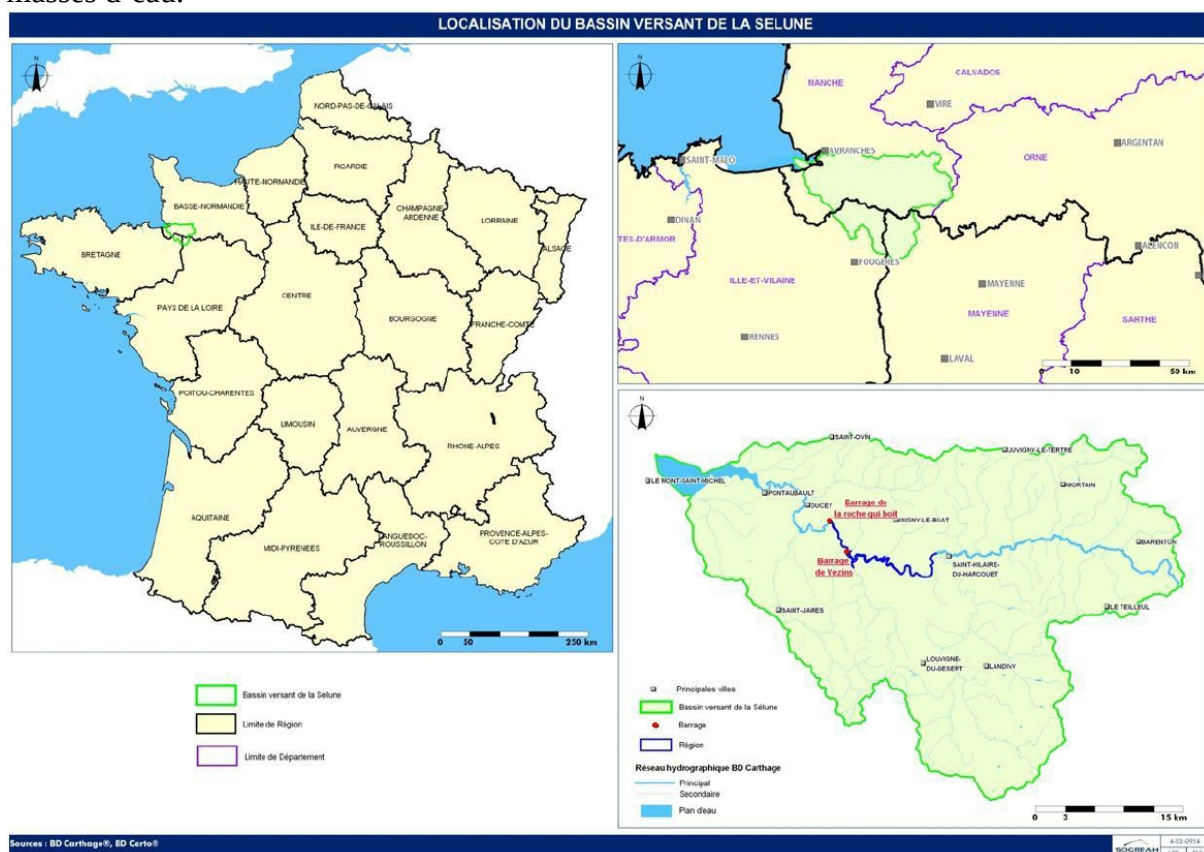


Figure 1 : Localisation du site d'intervention (d'après Artelia 2014 – Dossier d'autorisation relative à l'eau sur l'eau).

Le barrage de Vezins, propriété de l'État était exploité par le biais d'une concession accordée à EDF ; celui de La Roche qui Boit, propriété d'EDF est exploité en vertu d'une autorisation. Il en résulte ainsi, la coexistence de deux maîtres d'ouvrages distincts : État et EDF.

La concession du barrage de Vezins et l'autorisation du barrage de La Roche qui Boit sont échus depuis fin 2007.

Le projet vise au rétablissement de la continuité écologique et sédimentaire de la Sélune et à l'atteinte du bon état des masses d'eau visée par la Directive Cadre sur l'Eau. Ces objectifs seront atteints par l'arasement des deux barrages, et la disparition des retenues associées.

Point de précision : l'Yvrande, affluent direct de la Sélune, fait état d'une pollution historique aux métaux lourds ; du fait de l'implantation à son amont d'une usine de traitement de surface. Il en résulte plusieurs conséquences sur la Sélune :

- des travaux spécifiques sur le secteur de l'Yvrande avec le confinement des sédiments pollués (stockage dans des gabions, avec recouvrement de sédiments sains) ;

- des teneurs en métaux lourds présents dans les sédiments de la confluence de l'Yvrande jusqu'à l'ancien site du barrage de Vezins (attestés par des prélèvements récents de sédiments et de végétaux).

À ce jour, une étude de risque sanitaire va être lancée sur différentes thématiques (pâturage, sentier de randonnée, aménagement ciblant les enfants, etc.).

1.2. Périmètre du projet

Le périmètre du projet de restauration de la continuité écologique porté par la DDTM 50 correspond aux emprises de la retenue du barrage de Vezins et au site du barrage aujourd'hui démolì (concession hydroélectrique transférée à l'État en 2014).

Le territoire concerné s'étend sur 20 km de cours d'eau, et environ 160 hectares de terres exondées entourant la rivière, avec comme limite amont la confluence avec la Sélune et l'Airon et, à l'aval, le raccordement aval du canal déversoir de crue du barrage de Vezins. Les affluents, Yvrande, Lair, Isolant, dans la limite du périmètre propriété de l'État, sont inclus de même que l'ensemble du site du barrage déconstruit.

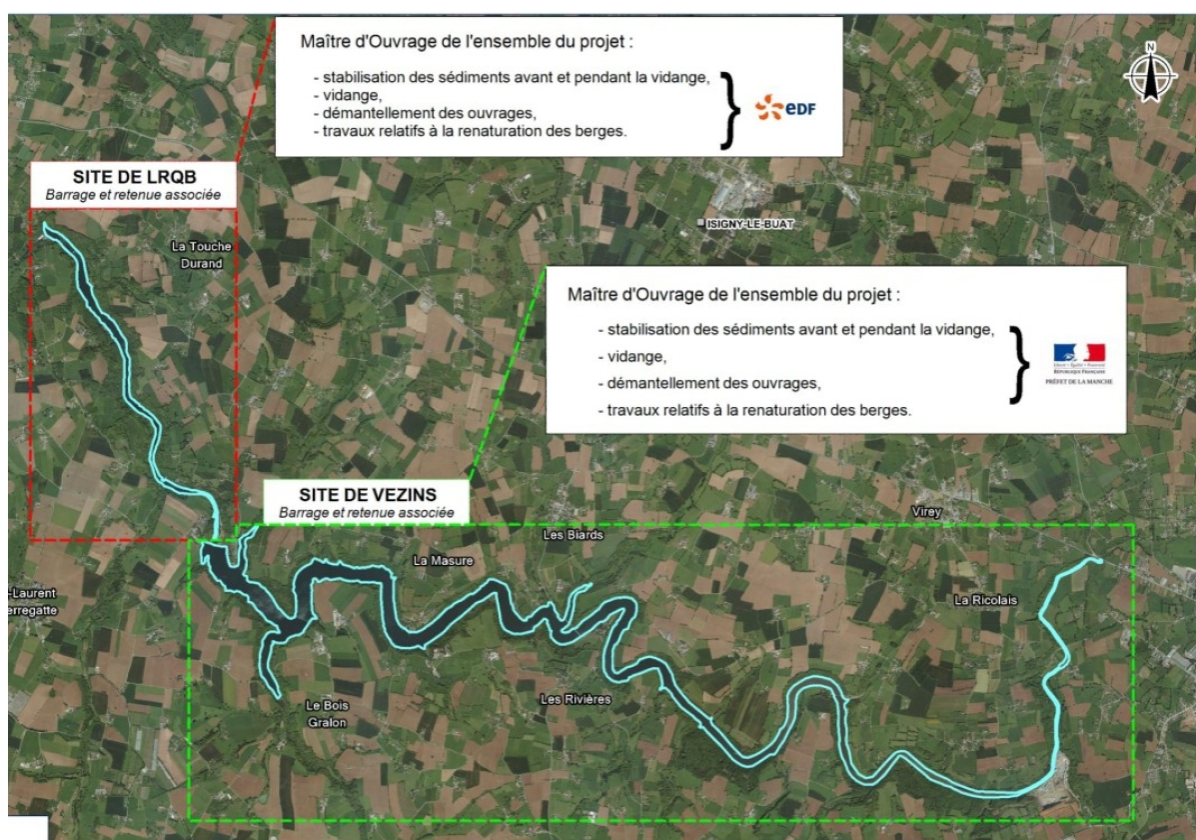


Figure 2 : Périmètre de la maîtrise d'ouvrage (d'après Artelia 2014 – Dossier d'autorisation relative à l'eau sur l'eau).

1.3. Enjeux généraux du projet

La Sélune est l'un des trois fleuves majeurs se jetant en baie du Mont Saint-Michel, avec la Sée et le Couesnon. Les potentialités piscicoles de ce fleuve sont, à l'instar des autres fleuves cités, très importants notamment pour les espèces amphihalines.

L'objectif du projet d'effacement des barrages de la Sélune est de restaurer le libre cours de ce fleuve côtier qui est un préalable à la continuité écologique, compte-tenu de l'impossibilité technique d'aménager les barrages pour y parvenir.

La suppression des deux ouvrages et des 20 kms cumulés de retenues permet le rétablissement de la continuité écologique de la Sélune. Les principaux attendus de ce projet sont l'amélioration de la qualité de l'eau et le retour des poissons migrateurs amphihalins.

D'un budget de près de 45 millions d'euros TTC, ces travaux constituent un des plus grands projets d'arasement de barrages hydroélectriques en Europe. De nombreux enjeux s'ensuivent alors : retours d'expérience, rayonnement scientifique par le biais d'un projet de suivi dédié mis en place en accompagnement, image des services de l'État. La conduite de ce projet se doit donc d'être exemplaire.

En lien avec ce projet, un programme scientifique d'envergure est coordonné par l'INRAE afin d'assister à sa mise en œuvre et disposer à terme d'un retour d'expérience détaillé pouvant être mis à profit dans le cadre de projets similaires.

À termes, le foncier de l'ancienne retenue de Vezins, propriété de l'État, devra être transféré à une/des entité(s), cependant cette question est en suspens aujourd'hui (pas de propriétaire futur identifié à ce jour).

Aujourd'hui, l'ancienne retenue est dans une phase de « cicatrisation ». Le projet rentre dans sa phase finale, à savoir la phase de renaturation de la vallée. Il s'agit pour le maître d'ouvrage, d'une part, d'effectuer un bilan des travaux précédemment effectués. D'autre part, il est nécessaire de réaliser un point intermédiaire sur l'état transitoire de la vallée et de préciser les objectifs à atteindre sur ce territoire, toujours dans le respect premier du rétablissement de la continuité écologique.

La dernière phase du projet portera sur la réalisation travaux consécutifs à l'atteinte de ces objectifs.

1.4. Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage est Monsieur le Directeur de la DDTM de la Manche par délégation de Monsieur le Préfet de la Manche.

La maîtrise d'ouvrage, sur l'ancienne retenue de Vezins, est portée par la Mission Barrages de la Sélune, intégrée au Service Environnement de la DDTM de la Manche.

1.5. Maîtrise d'œuvre de la phase de renaturation

La maîtrise d'œuvre pour la phase de renaturation de la vallée de la Sélune est :

Groupe Antea Group (mandataire) – Vert Latitude – TBM Environnement

2 rue Jean Perrin – Innovaparc – Bâtiment A – 14460 Colombelles

Elle assure le pilotage du marché de maîtrise d'œuvre de la renaturation.

1.6. Autres intervenants

Plusieurs autres intervenants interviennent pour la bonne conduite du projet :

- coordinateur environnemental (non désigné à ce jour),
- contrôleur technique (non désigné à ce jour),
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour le pilotage de l'opération (appelé AMO Pilotage dans la suite du document), porté par EGIS Conseil,
- associations environnementales pour l'aménagement à proximité des mesures compensatoires, et de leurs suivis (mares de compensation pour les amphibiens et gîtes à chiroptères – ancien sous-sol du bâtiment administratif), CPIE du Cotentin et Groupe Mammalogique Normand,
- CEREMA pour le comblement du canal évacuateur de crues (contrôle technique et appui à la maîtrise d'ouvrage).

Il est à noter que le site est désormais ouvert au public. Par ailleurs, plusieurs zones font l'objet d'un suivi par les équipes de scientifiques de l'INRAE au sein de la retenue.

À noter que la DRAC pourra intervenir ponctuellement pour de l'archéologie préventive sur certains chantiers (travaux sur les anciens vestiges anthropiques en cours d'eau notamment).

2. Situation actuelle

2.1. Le marché de maîtrise d'œuvre de renaturation de la Sélune

2.1.1. Les attendus relatifs à la phase de renaturation

Les objectifs de l'effacement des barrages de Vezins et de La Roche Qui Boit sont de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs tels que l'anguille européenne et le saumon atlantique ainsi que des sédiments. La rivière retrouvant son lit antérieur à la création des barrages devrait naturellement tendre vers un équilibre dynamique naturel qui contribuera à une diversité des habitats aquatiques. Cependant, au vu de l'ampleur des travaux, une phase de renaturation devra être conduite pour atténuer ce paysage marqué.

Il s'agit pour le maître d'ouvrage d'assurer le plus rapidement possible le retour de la Sélune et de ses affluents dans des conditions hydromorphologiques permettant la reconquête du milieu par les espèces attendues dans les milieux cours d'eau, d'éviter la reprise des sédiments accumulés au fond de la retenue par les crues du cours d'eau et d'engager, sous les réserves précitées, les actions de développement (notamment en termes de dessertes) et de gestion future de la vallée.

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de maîtrise d'œuvre comprenant les éléments de missions DIAG, AVP, PRO, ACT, DET, VISA, AOR ainsi qu'une mission d'OPC et des missions complémentaires passées par le biais de marchés subséquents.

2.1.2. La phase de diagnostic

La mission de diagnostic a permis de dresser un état des lieux intermédiaire du secteur de projet sur l'ensemble des composantes prévues au marché de maîtrise d'œuvre de renaturation.

Plusieurs thématiques ont ainsi été étudiées :

- volet réglementaire,
- hydromorphologie et suites de la gestion sédimentaire,
- sécurité, ouvrages résiduels et ouvrages d'art,
- continuité écologique et espèces piscicoles,
- biodiversité et végétalisation des berges,
- qualité de l'eau et des sédiments,
- paysage et aménagements.

Certaines thématiques ne seront pas poursuivies en phase AVP et PRO car le diagnostic a conclu à l'absence de problématique sur ces sujets.

2.1.3. La phase AVP

Les études d'avant-projet se concluront par le choix du maître d'ouvrage pour un scénario préférentiel de renaturation parmi plusieurs propositions formulées par le titulaire.

À ce jour, les études d'avant-projet sont en cours. Certaines thématiques font l'objet de discussion au sein de groupes de travail/COPIL (associations, experts, collectivités, etc.).

Au vu des résultats du diagnostic, certains sujets n'appellent pas de travaux particuliers et ne seront donc pas abordés lors des phases suivantes.

Les problématiques traitées en phase AVP puis PRO, et qui devraient faire l'objet de travaux, sont les suivantes :

- travaux de reprise d'une faible portion d'un affluent de la Sélune, l'Yvrande ;
- travaux de restauration de la continuité écologique (5 vestiges concernés) ;
- consolidation voir restauration d'anciens ouvrages maçonnés : anciens ponts au titre du patrimoine (3 restaurations d'ancien ponts, 2 changements d'ouvrage et un nouveau franchissement) et d'anciens ouvrages liés au barrage (bajoyer, ancien sous-sol d'un bâtiment dédié aux chiroptères) ;
- divers travaux en faveur de la biodiversité, pour la conservation de la mosaïque d'habitats (débroussaillage, abattage d'arbres, décaissement léger, faucardage, etc.) ;
- suppression de plusieurs anciens pontons de particuliers donnant sur l'ancien lac (environ 60 ouvrages). Un diagnostic amiante et contraintes de travaux sera prochainement lancé sur ces vestiges ;
- volet paysager : aménagement concourant à la mise en valeur de la biodiversité et du patrimoine (cheminement, mise en valeur de vestige, observatoire faune/flore), traitement paysager particulier de certains sites marqués (casiers de l'Yvrande notamment).

Comme énoncé précédemment, les éléments de mission du programme de maîtrise d'œuvre de renaturation suivent par la suite des missions de maîtrise d'œuvre classique : PRO, ACT, DET, VISA, AOR ainsi qu'une mission d'OPC.

2.2. Le marché de comblement de l'évacuateur de crues

Dans le cadre de l'opération d'effacement des barrages, le canal évacuateur de crues du barrage de Vezins doit être remblayé et le talus le surplombant stabilisé.



Figure 3 : Canal évacuateur de crues.

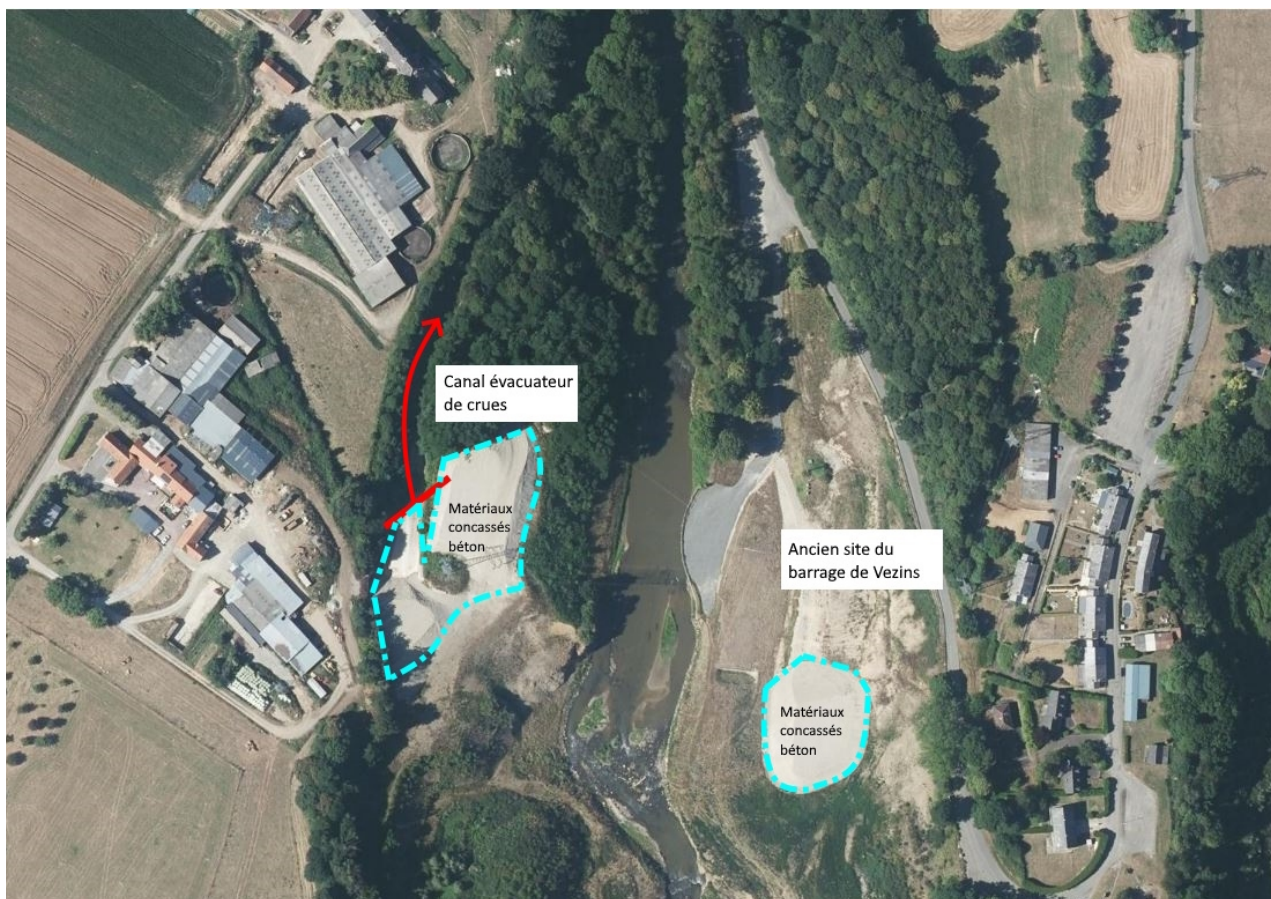


Figure 4 : Localisation du canal évacuateur de crues.

Points de précision :

- Le site du canal évacuateur de crues, ainsi que les stocks de matériaux, sont sous arrêté préfectoral d'interdiction de pénétration. Le titulaire devra communiquer le nom du personnel intervenant sur site pour établissement par la Préfecture de la Manche d'une autorisation d'accès.

- La DDTM de la Manche a fait appel au CEREMA pour une assistance technique dans cette phase de remblaiement.

Les missions confiées au CEREMA sont les suivantes :

- Assistance dans la définition des besoins de travaux et des prescriptions techniques ;
- Aide à la rédaction des pièces techniques du DCE ;
- Assistance au choix de l'entreprise de travaux ;
- Assistance technique pour le contrôle extérieur lors de la phase de réalisation des travaux, et éventuellement essais in-situ et en laboratoire.

Le CEREMA a donc un rôle de contrôle technique durant la phase de travaux, en appui à la DDTM de la Manche qui est responsable du contrôle de chantier.

2.3 Limites avec les autres prestataires

2.3.1. Maître d'œuvre de la renaturation

Dans le cadre de son marché de MOE Renaturation, le mandataire s'est engagé à respecter plusieurs éléments tant en phase étude qu'en phase travaux. Ainsi, les obligations du maître d'œuvre sont les suivantes :

- De manière générale, la MOE Renaturation s'assurera que tous les aménagements créés dans la vallée prennent en compte la sécurité des usagers qu'il s'agisse des nouveaux ouvrages comme des anciens (ponts, etc.). Les points particuliers, tels que l'évacuateur de crues qui sera comblé dans le cadre d'un projet dédié, l'ancien sous-sol du bâtiment administratif du barrage de Vezins ou encore la section dérivée de l'Yvrande, feront l'objet d'une vigilance particulière concernant les risques d'accidents, d'intrusion, etc.
- Étude d'AVP :
Sur le volet sécurité, le mandataire de la MOE Renaturation devra fournir les éléments suivants :
 - note technique relative aux enjeux majeurs en termes de sécurité dans la vallée et des points à respecter de manière générale sur les aménagements (vestiges, ponts, etc.) ;
 - le cas échéant, étude préalable d'ouvrage d'art (EPOA) proposant un minimum de 2 solutions techniques et comprenant : inventaire des contraintes (fonctionnelles, naturelles, géotechniques et hydrauliques), choix argumenté de solutions envisageables avec, pour chaque solution :
 - o une notice descriptive relative (proposition architecturale et paysagère, prédimensionnement, mode constructif et note de calcul),
 - o tracé en plan, profils en long, en travers,
 - o descriptif des équipements particuliers,
 - o photomontage/vue,

Pour le volet chantier :

 - analyse des contraintes relatives à la mise en œuvre des travaux (accès, interventions et mesures de coordination préalables, saisonnalité, etc.),
 - proposition de phasage et planning général des travaux.
- Etude PRO :
Sur le volet sécurité, le mandataire doit les éléments suivants :
 - selon le scénario et la solution technique retenus en phase avant-projet et en lien avec les usages envisagés : étude de projet d'ouvrage d'art comprenant plans au 1/1000, 1/500 ou 1/200, élévation au 1/500 ou 1/200, profil en long, profil en travers, dossier des études (géologique et géotechnique, hydraulique, architecturales et paysagères), description de la solution (notice descriptive, justification du dimensionnement, phasage de construction, particularités concernant la surveillance et l'exploitation ultérieures, notes de calcul associées, coupe longitudinale au 1/500 ou 1/200 avec report des sondages et des contraintes de site, coupes transversales du tablier au 1/200 ; détails constructifs principaux, photomontages, avant-métré différenciant les éléments de l'ouvrage (fondations, piles et culées, tablier, équipements), estimation basée sur l'avant-métré, calendrier prévisionnel des travaux.

Sur le volet chantier :

- définition du phasage détaillé de la renaturation et mise au point du planning général des travaux décomposé par tâches et par secteur en incluant les contraintes relatives à la préparation de chantier et à la réception des travaux, notamment les interfaces relatives à la remise d'ouvrage concernant certains aménagements ;
 - fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensionnements des différents éléments d'aménagement, la nature des matériaux,
 - au titre de la mission OPC, mise au point de la notice d'organisation de chantier (Phasage et notice d'organisation de chantier (plan de principes, accès, etc.)) ;
 - d'arrêter l'organisation afférente au déroulement des travaux ainsi que les conditions de mise en œuvre (phasage des chantiers afférents, gestion des accès, prise en compte de la sécurité et des contraintes de gestion, etc.) ;
 - mettre au point un planning prévisionnel détaillé des travaux ;
 - Plan de contrôle en phase travaux ;
 - vérifier la cohérence entre le projet défini et les contraintes identifiées notamment l'accueil du public, l'exploitation agricole, les documents de planification du territoire (PLU, SCOT, SRCE, etc.) et les enjeux de gestion de l'eau et de préservation de certaines espèces.
- OPC
Le titulaire participe, **en liaison avec le coordonnateur SPS**, à la mise au point définitive de l'organisation générale du chantier en effectuant :
 - le recensement des besoins des entreprises en matière d'installation de chantier,
 - l'élaboration du plan coordonné relatif à l'organisation du chantier (accès, installation, alimentation, circulation, gardiennage...) et assure sa diffusion après validation.Le titulaire définit **en lien avec le coordonnateur SPS**, le responsable du contrôle technique et les autres assistants à maîtrise d'ouvrage le processus de diffusion des informations et la circulation des documents.
 - a partir de la liste des plans d'exécution à fournir par les entreprises, le titulaire élabore le calendrier détaillé des études d'exécution avec les dates de fourniture des plans incombant aux intervenants, les délais des visas **et avis du coordonnateur SPS**. Ce calendrier tient compte des délais nécessaires pour la transmission des documents aux intervenants et pour les corrections éventuelles.
 - Le titulaire du présent marché met notamment à disposition du CSPS les éléments nécessaires à l'établissement du PGC ;
 - Il anime les réunions de coordination, en établit les comptes-rendus et en assure la diffusion. Le rythme de ces réunions de coordination est défini en lien avec l'activité en cours sur le secteur de projet (fréquence minimale bimensuelle).

2.3.2. Maîtrise d'ouvrage et CEREMA pour le comblement de l'évacuateur de crues

Le CEREMA assure un rôle de contrôle technique du chantier, la DDTM de la Manche est maître d'ouvrage sur ce chantier.

3. Définition de la mission

La mission confiée par le maître d'ouvrage au titulaire porte sur une mission de coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS) dans le cadre du projet de renaturation de la Sélune.

Les aménagements pressentis concernent des travaux de restauration d'ouvrages d'art (anciens ponts, ancien sous-sol d'un bâtiment administratif, bajoyer, etc), de petits aménagements paysagers (sentier en platelage, clôture, retrait de pontons, etc.) en milieux naturels ainsi que du traitement d'ouvrages en cours d'eau pour le rétablissement de la continuité écologique.

Les travaux concernant l'évacuateur de crues consiste à son comblement par des matériaux inertes.

3.1. Objet du marché

Le présent marché concerne la prestation de CSPS du marché de maîtrise d'œuvre de renaturation (appelé MOE Renaturation dans la suite du document) de la Sélune, de la phase PRO jusqu'à la fin de l'exécution des travaux. Il est aussi inclus dans ce marché les travaux de comblement de l'évacuateur de crues de l'ancien barrage de Vezins (passation des marchés à l'exécution des travaux). Le titulaire doit être force de proposition pragmatiques et adaptées aux opérations précitées.

La coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) a pour objectif de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises intervenantes et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le CSPS veille à ce que les principes généraux de prévention, visés par le Code du Travail (énoncés notamment aux articles L.4531-1 et L.4535-1), relatifs à la santé sécurité sur les chantiers de bâtiment, soient effectivement mis en œuvre.

Le CSPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs. L'intervention du CSPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent aux divers intervenants sur le chantier.

À ce jour, plusieurs marchés ont été pré-identifiés pour la phase travaux du projet de renaturation, en plus des travaux de l'évacuateur de crues :

Marché	Secteur(s) d'intervention	Année de travaux
Marché non alloti de travaux pour le comblement de l'évacuateur de crues	Site de Vezins	2025
Marché non alloti de travaux de démolition (sirènes d'alarmes et pontons)	Zones ponctuelles sur toute la vallée	2026
Marché non alloti de travaux sur les ouvrages bétons (bajoyer, sous-sol du bâtiment administratif)	Site de Vezins	2026
Marché non alloti de travaux sur les anciens ponts maçonnés	Site des Biards (3 ponts) et site de la République	2026
Marché <u>alloti</u> sur les petits terrassements : continuité écologique, aménagements, biodiversité.	Ensemble de la vallée avec des sites majeurs – Vezins, Les Biards, la Mazure.	2026

Cette organisation implique des interventions d'entreprise sans coactivité d'une part, car travaillant sur des sites de manière ponctuelle et isolée mais aussi de la coactivité sur certains sites majeurs (Vezins, les Biards, La Mazure, République).

Le montant estimé des travaux s'élève à 4 millions d'euros.

Les résultats de ces prestations consistent en la production par le titulaire des éléments détaillés dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le CSPS exerce ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

Point de précision :

Le fond de concours dédiés au projet de renaturation de la Sélune, et donc aux travaux issus de la MOE Renaturation et ceux relatifs au comblement de l'évacuateur de crues, ont une date de validité, à ce jour, jusqu'à octobre 2026.

3.2. Déroulement de la mission

Le marché débutera par une période de préparation au cours de laquelle le titulaire :

- réalisera une réunion de lancement avec la maîtrise d'ouvrage,
- réalisera une phase d'appropriation de la mission par la prise de connaissances du projet.

Ces éléments de mission sont détaillés ci-dessous.

Au vu de la complexité et de l'historique du projet, une phase d'appropriation du dossier par le titulaire est nécessaire. Il s'agit de prendre connaissance des dossiers relatifs aux futurs travaux.

Les données mises à disposition du titulaire seront les suivantes :

- l'AVP final de la MOE Renaturation ; ainsi que tout autre document utile issu de la phase Diagnostic concernant le volet sécurité (qualité des sédiments, ouvrages d'art, etc.) ;
- la note d'enjeux sécurité de la MOE Renaturation ;
- les pièces techniques du marché de travaux de l'évacuateur de crues.

Tous ces documents seront mis à disposition au format électronique.

Une note de synthèse des enjeux sécurité relevés dans l'ensemble des documents devra être réalisée et transmise à la maîtrise d'ouvrage sur ce sujet.

Une réunion de démarrage sera organisée avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour présenter l'opération, en rappeler les objectifs et faire le point sur l'organisation de la mission du CSPS au regard du planning en cours. À l'issue de cette réunion, le CSPS devra produire un compte-rendu.

À titre d'information, le titulaire pourra être amené à participer entre autres aux revues d'opération, organisée par l'AMO pilotage, avec la maîtrise d'œuvre.

3.3. Autorités – Moyens – Condition d'exécution

Le CSPS doit informer le maître d'ouvrage et le conducteur de travaux sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre de Coordination Santé Sécurité (RCSS). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre RCSS. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre RCSS.

En cas de risques graves et immédiats, le CSPS a autorité pour arrêter tout ou partie du chantier si les règles de sécurité, définies par le Plan Général de Coordination Santé et Sécurité (PGCSS), mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers ou des riverains, ne sont pas respectées. Le CSPS dispose alors d'un délai de 24 heures pour donner son accord de reprise des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le maître d'ouvrage, ainsi que le maître d'œuvre, le conducteur d'opération, les organismes de contrôle associés et le contrôle extérieur si nécessaire, sont tenus informés immédiatement (par mail par exemple) ainsi que le(s) responsable(s) de/des entreprise(s) de tout arrêt des travaux en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt. Tout différend entre le CSPS et l'un des intervenants sur le chantier est soumis au maître d'ouvrage.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de CSPS (ainsi que son suppléant) doit, en permanence pendant toute la durée du contrat, posséder les attestations et aptitudes requises par l'article L. 4532-7 relative à la santé sécurité sur les chantiers de bâtiment, sous peine de résiliation immédiate du contrat aux torts du titulaire.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le CSPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il participe aux réunions de chantier, nécessaires à l'exécution de sa mission en cas de constats d'écarts lors de ces visites de terrain.

4. Mission du coordinateur sécurité et protection de la santé

4.1. Mission au cours des études et de la passation des marchés

Lors des phases de conception (PRO de la MOE renaturation) et de la passation des marchés (DCE des marchés de travaux du projet de renaturation et des travaux de l'évacuateur de crues), le CSPS assurera les missions suivantes :

- donner son avis sur le projet de renaturation concernant tout domaine de sa compétence, avec analyse et évaluation des risques ;
- élaborer les différents documents propres aux suivis des travaux en phase chantier - Plan Général de Coordination Santé et Sécurité, Registre de Coordination Santé et Sécurité, Dossiers d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage ;
- assistance à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et au CEREMA dans la rédaction des dossiers de consultations des entreprises pour le volet sécurité et à l'analyse des offres remises sur ce même volet.

4.2. Mission en phase de réalisation des travaux

Lors de la mise en œuvre des chantiers, le CSPS assurera les missions suivantes :

- la coordination des entreprises et de leurs activités sur le chantier ;
- émettre un avis sur la conformité des Plans Particuliers de Santé Sécurité vis-à-vis du PGCSS ;
- assurer le suivi et la mise à jour de l'ensemble des documents santé et sécurité ;
- effectuer des visites périodiques pour contrôler la bonne application des règles santé et sécurité ;
- participer autant que de besoin aux réunions de chantiers.

Toutes les démarches, visites, relevés, réunions et notices de communication nécessaires à l'établissement de la prestation de coordination santé sécurité sont inclus.

5. Contenu des éléments de missions et dispositions

Dans le cadre des éléments de missions confiées au CSPS, celui-ci effectuera les tâches définies ci-dessous.

5.1. Décomposition de la mission en phase conception (PRO) et passation des marchés de travaux (ACT)

Le CSPS au cours de l'étude et de l'élaboration du projet de renaturation effectuera les tâches suivantes :

- fournit son analyse des risques pour la réalisation des travaux sur la base de la note technique sécurité réalisée par la MOE Renaturation et des documents d'AVP ; ainsi que tout document utile à son sujet (qualité des sédiments, ouvrages d'art, etc.). Il définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales. Il propose des mesures de prévention pour prévenir les risques ;
- élabore le plan général de coordination santé et sécurité (PGCSS), dont le contenu est défini par l'article R.4532-44 du Code du Travail ;
- constitue les dossiers d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO) ;
- ouvre le registre-journal de la coordination santé et sécurité (RCSS) ;
- participe à la rédaction des documents de consultation des entreprises sur le volet sécurité et à l'analyse des offres reçues des entreprises.

Le CSPS sera également sollicité au moment de la rédaction du règlement de la consultation pour proposer et définir en concertation avec la maîtrise d'ouvrage ou d'œuvre les critères et sous-critères de jugement des offres et d'attribution des marchés.

A noter, que le volet évacuateur de crues est bien intégré dans la phase de consultation des entreprises ainsi que dans le suivi des chantiers. Les documents de suivis comprendront donc bien aussi ce volet, en plus de celui des travaux relatifs au projet de renaturation.

5.1.1) Modalités détaillées : élaboration du PGCSS

Le CSPS met au point son PGCSS sur la base de l'ensemble des éléments vus précédemment et le fournit au maître d'ouvrage pour le joindre aux différents dossiers de consultation des entreprises (DCE).

Le plan général de coordination définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques liés aux activités simultanées ou successives des différents intervenants. Il énonce notamment :

- les renseignements d'ordre administratifs intéressant le chantier, notamment les services d'intervention, les autorisations à obtenir ;
- l'identification des risques particuliers du projet ;
- les mesures spécifiques de sécurité préconisées ou imposées concernant les travaux à risques, notamment en matière de planning, de protection collective ou individuelle ;
- les mesures les plus adaptées aux questions de manutention qui se poseront sur le chantier ;
- les renseignements relatifs à l'organisation des secours ;
- les dispositions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- les modalités de coopérations entre les intervenants, notamment pour les protections collectives, le nettoyage du chantier, le maintien en état de salubrité satisfaisant, l'élimination des déchets, la manutention horizontale et verticale, l'accès au chantier, les voies ou zones de déplacement, etc. ;
- l'aménagement et l'organisation du chantier et des installations de chantier, y compris locaux sanitaires et leurs raccordements ;
- les modalités de procédure générale d'accueil sécurité sur chantier.

Il le tiendra à jour et veillera à son application. Chacune de ses adaptations devra être transmise au maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

En outre, il est fait mention de ces adaptations faites par le CSPS sur le registre RCSS.

5.1.2) Modalités détaillées : élaboration du registre RCSS

Le registre de la coordination santé sécurité se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le CSPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. Sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les documents d'exécution et les suites qui leur sont données ;
- au plus tard, à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le CSPS transmet au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre et au conducteur d'opération les compléments apportés au registre de la coordination santé sécurité depuis le dernier envoi.

5.1.3) Modalités détaillées : élaboration du DIUO

Le CSPS doit établir et compléter au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier un dossier qui préconise l'ensemble des dispositions à prendre en matière de Sécurité et de protection de la Santé des travailleurs pour les travaux de maintenance, par nature de travaux.

Le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage s'appliquera à plusieurs ouvrages d'art : bajoyer, sous-sol du bâtiment administratif dédié aux chiroptères, nouveaux franchissements (Isolant, Yvrande), ponts restaurés (Pont des Biards, Pont de la République, Pont Romain) ainsi qu'à l'évacuateur de crues.

Le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage rassemble tous les actions et les mesures à prendre, de manière à faciliter et sécuriser l'intervention ultérieure sur les ouvrages achevés. Il comporte :

- un dossier de maintenance comportant les opérations à réaliser et la fréquence de celles-ci ;

- les fiches d'intervention ultérieure avec les risques liés aux accès sur le lieu d'intervention et les risques liés à l'intervention elle-même.

A ces documents seront joints les extraits du DOE, des notices et les plans ou schémas utiles à la réalisation de l'intervention.

Le CSPS remettra un seul DIUO qui comprendra l'ensemble des ouvrages concernés.

5.1.4) Modalités détaillées : assistance lors de la phase de consultation des entreprises

Le CSPS contribue à l'élaboration des DCE en proposant au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- le Plan Général de Coordination Santé et Sécurité.

Pour mener à bien sa mission, le CSPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation.

Le CSPS étudie les offres des candidats et fournit son analyse des candidatures dans les domaines de la sécurité et de la protection de la santé.

Si les entreprises proposent des variantes pouvant avoir une incidence sur l'organisation pour la réalisation des travaux, elles doivent fournir, dans leur réponse à l'appel d'offres, tout élément permettant au CSPS de réaliser une analyse des risques.

Ce dernier fournit une analyse des risques relative aux variantes proposées par les entreprises.

Les offres seront remises au titulaire qui étudiera les documents et établira une note d'analyse qui sera transmis à la maîtrise d'ouvrage.

Durant toute la phase de rédaction des DCE de travaux et de passation des marchés, et pour chaque élément de mission détaillé ci-avant, le titulaire participera aux échanges nécessaires à la bonne exécution de sa mission et prévues avec la maîtrise d'ouvrage ou le maître d'œuvre en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage en matière de santé et sécurité. Au besoin, le maître d'ouvrage déclenchera, sur recommandation du titulaire, et après validation, des réunions en distanciel.

5.2. Décomposition de la mission en phase travaux (EXE)

Dans le cadre de cette mission, le titulaire aura comme objectif de réaliser pour le compte de la maîtrise d'ouvrage la coordination santé et sécurité des chantiers. La mission sera réalisée en étroite collaboration avec la MOE renaturation ainsi qu'avec le CEREMA et la maîtrise d'ouvrage pour le chantier de l'évacuateur de crues.

En phase exécution des travaux, les missions du CSPS sont les suivantes :

- organiser entre les entreprises, y compris sous-traitantes et quel que soit leur rang de sous-traitance, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation en commun des installations,

matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de santé et de sécurité ;

- effectuer les visites préalables au début de chantier avec chaque entreprise, y compris leurs sous-traitants, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération ;
- enregistrer, analyser et donner son avis sur les plans particuliers de santé sécurité (PPSS) et s'assurer que ceux-ci sont en conformité avec le PGCSS ;
- émettre un avis sur les documents d'exécution des entreprises concernant les domaines intéressant sa compétence, notamment sur les projets d'installation de chantier (zones de stockages, circuit d'évacuation des déchets par exemple). Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le CSPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tout document d'exécution ;
- **en phase réalisation à minima deux visites de terrain par mois seront menées par le titulaire sur toute la durée des travaux, soit 24 visites (durée des chantiers estimée à 1 an) ;**
- participer ponctuellement à des réunions de chantier, pour échanger avec les autres acteurs de l'opération en cas d'observation d'une problématique sécurité lors de sa visite de terrain précédente ;
- veiller à l'application du PGCSS et le mettre à jour en tant que de besoin ;
- tenir à jour le registre de coordination santé sécurité (RCSS) ;
- compléter et mettre à jour autant que de besoin les dossiers d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO) ;
- lors de la réception des chantiers : finaliser et remettre au maître d'ouvrage le registre de coordination santé sécurité (RCSS) ;
- après remise complète du dossier des ouvrages exécutés, finaliser et remettre au maître d'ouvrage le dossier final d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le titulaire effectuera donc au minimum 2 visites par mois. Cette fréquence sera à adapter selon le type de travaux engagés. Le titulaire proposera sa méthodologie en ce sens et fournira un planning prévisionnel selon le calendrier prévisionnel des travaux.

Lors de ces visites de terrain, le CSPS identifiera et repérera les impacts potentiels sur la santé et la sécurité. À l'issue d'une visite, il produira un compte-rendu sur ses sujets spécifiques et l'adressera au maître d'ouvrage.

Le CSPS assurera la diffusion par e-mail des documents de visite et avis si risque constaté ou urgent dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage, ainsi qu'au maître d'œuvre du projet de renaturation, et au besoin au CEREMA.

Le titulaire participera aux réunions de chantier en cas de besoin, suite à un constat défaillant en matière de sécurité lors de sa visite de terrain précédente. Sa participation à la réunion de chantier permettra de signaler cet écart, de le corriger ou bien d'anticiper une situation à venir. Le titulaire sera en charge de rédiger les éléments le concernant à l'issue de cette réunion ainsi que le suivi des décisions afférentes.

Il en résulte des prix différents dans les pièces financières du marché, à savoir :

- des prix concernant la phase de préparation des chantiers ;
- des prix concernant le suivi à proprement dit des chantiers (visites de terrain, tenues à jour des documents de suivis de chantier). Ce prix comprend aussi la participation, au besoin, des réunions de chantier conduites par la MOE Renaturation ou la maîtrise d'ouvrage (ou exceptionnellement le CEREMA) ;

- des prix pour la finalisation des documents de suivi lors de la réception finale des travaux.

Au besoin, la maîtrise d'ouvrage pourra convoquer, à sa demande express, le CSPS pour une intervention d'urgence sur site. En cas de situation d'urgence sur le chantier, le titulaire devra se rendre disponible sur site dans un délai de 24 h.

Le CSPS proposera des actions permettant de gérer les dangers immédiats sur la santé et la sécurité des travailleurs. Le CSPS est habilité à prendre les mesures nécessaires pour faire supprimer le danger. Il en réfère immédiatement à la maîtrise d'ouvrage.

Tout différend entre le CSPS et les intervenants est soumis à la maîtrise d'ouvrage.

Point de précision :

Pour la phase de travaux, les travaux devraient pouvoir débuter à l'automne 2025. La réglementation (travaux en cours d'eau par exemple) ainsi que le respect de la saisonnalité pour les espèces conditionneront le déroulé des travaux en termes de calendrier. Par ailleurs, les conditions hivernales (fortes probabilités de travaux sur des zones humides) verront certainement le rythme des travaux réduire sur cette période.

5.3. Dispositions relatives à la mise en œuvre des missions du CSPS

5.3.1) Accès aux documents

Un exemplaire de chaque document suivant devra être conservé sur le chantier :

- Plan Général de Coordination Santé et Sécurité ;
- Registre de Coordination Santé et Sécurité ;
- Plans Particuliers Santé et Sécurité des entreprises intervenant.

Ces documents peuvent être consultés par :

- toutes personnes intervenant sur le chantier ;
- les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel de toutes les entreprises appelées à intervenir sur le chantier ;
- le médecin du travail de toute entreprise appelée à intervenir sur le chantier ;
- l'inspection du travail.

Le titulaire utilise uniquement du papier éco-responsable, comme stipulé au paragraphe 1-7.6 du CCAP.

5.3.2) Accès au chantier

Le CSPS a libre accès :

- aux chantiers en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel de réunions.

Le CSPS détermine dans son PGCSS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

5.3.2) Obligations du maître d'ouvrage et dispositions

Le maître de l'ouvrage communique au CSPS :

- le(s) nom(s) et coordonnées du/des chef(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître de l'ouvrage remet au CSPS tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est invité à sa demande. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Le maître d'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au CSPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux "Elément PRO" ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Il prend également toute disposition pour que le CSPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination Sécurité et Santé (PGCSS) ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Santé et Sécurité.

6. Forme de remise des livrables

Les versions informatiques des productions du titulaire seront transmises au format .pdf et au format modifiable .odt.

L'ensemble des documents seront établis au timbre du titulaire et signé. Les rapports intégreront une grille de suivi des versions permettant de tracer l'évolution des documents.

Des rendus au format SIG géo-référencé Lambert 93 peuvent être demandés ; notamment en cas de réalisation de cartographie.

Les documents devront être compressés au maximum.

Les livrables seront remis via un extranet sécurisé (type plateforme de travail collaborative).

Seuls les documents clés ou tout autres outils nécessitant d'être consultable sur les chantiers seront fournis en version papier.

7. Réunions

Les réunions avec le maître d’ouvrage pourront se tenir dans les locaux de la DDTM à St Lô ou Avranches ou sur site au besoin. Les réunions pourront se dérouler en distanciel ou en présentiel. Le titulaire sera averti préalablement par le maître d’ouvrage des modalités de leur déroulement, en accord avec le titulaire.